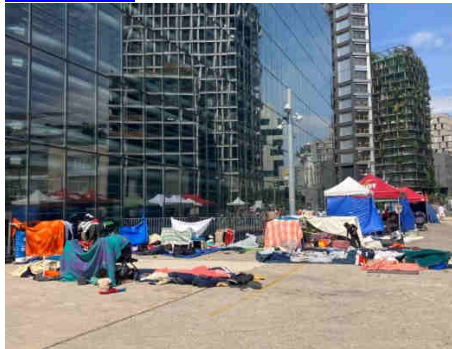


20260723 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/72589/quand-mon-bebe-a-eu-trois-mois-on-nous-a-dit-de-partir--des-familles-exilees-a-la-rue-menent-loccupation-devant-le-samusocial>

Actualités



Occupation sur le parvis du Samu Social menée par Utopia 56, les grévistes du Samu et plusieurs dizaines de familles sans-abri. le 22 juillet à Paris. Crédit : Maïa Courtois/InfoMigrants

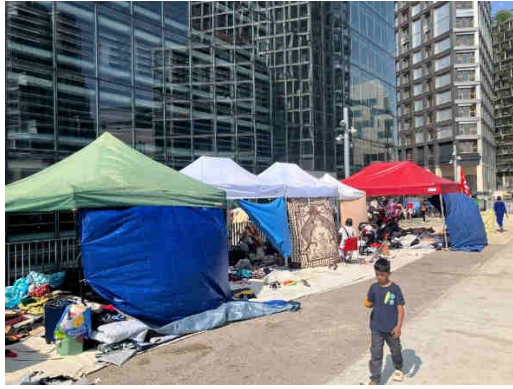
"Quand mon bébé a eu trois mois, on nous a dit de partir" : des familles exilées à la rue mènent l'occupation devant le Samusocial

Par [Maïa Courtois](#)

Plus de 200 personnes exilées, majoritairement originaires d'Afrique subsaharienne, occupent depuis plus d'une semaine le parvis du siège du Samusocial, dans le 13e arrondissement de Paris. Presque une sur deux est un enfant. Cette action menée par l'association Utopia 56 vient soutenir la grève en cours au Samusocial, face aux restrictions imposées par la préfecture de région sur les nuitées hôtelières. Quand le 115 ne répond plus, ou qu'il remet à la rue alors que les enfants n'ont que trois mois, comment tenir ? Les familles participant à l'action racontent.

"Qui vote pour aller à la piscine ?" Cinq petits bras se lèvent, le plus haut possible, doigts pointés vers le ciel. Brijino, 11 ans, nattes attachées sur le haut du crâne et sourire éclatant, s'improvise leader charismatique du groupe. "On a chaud, on veut aller à la piscine !", insiste-t-il d'une voix lancinante, se prenant la tête dans les mains, à l'adresse de qui veut bien l'entendre.

Quand il est arrivé sur ce campement installé depuis le 15 juillet devant le siège du Samusocial, dans le 13e arrondissement de Paris, Brijino a tout de suite voulu créer un cercle d'amis. C'est lui que les autres enfants ont suivi pour fabriquer, dès leur arrivée, une balle "avec du papier et du scotch", comme le raconte Mohamed, 11 ans. Il reste collé à son ami Brijino entre deux galipettes sur le bitume. Depuis qu'un adulte leur a donné un vrai ballon, c'est encore Brijino qui lance les parties de foot - même si, en ce mercredi matin de juillet, la partie a été interrompue par un tir un peu trop puissant qui a fait basculer le ballon de l'autre côté des grilles d'un chantier.



Environ 200 migrants en famille occupent le parvis du siège du Samusocial à Paris, le 22 juillet 2026. Crédit : InfoMigrants

Et quand Tidiane*, 9 ans, clame qu'il préfère la patinoire à la piscine et jure que sur la glace, il n'est "jamais tombé", c'est encore Brijino qui, tel un grand frère, rabroue gentiment sa vantardise. Et tente de lui piquer le Scoubidou violet et bleu couronné de deux perles que Tidiane vient de confectionner.

"Regarde là-bas, sur le balcon de l'immeuble ! Une moto !", s'écrie Brijino, lui-même assis sur un deux-roues rose en plastique, deux fois plus petit que lui et avec le personnage de Minnie Mouse sous le guidon. Le garçon plisse les yeux pour mieux voir la Vespa beige qui trône à l'étage de l'un de ces immenses immeubles vitrés qui entoure le campement. "J'ai besoin de lunettes. Tous les matins, quand je me réveille, je vois flou". C'est que le garçon dort peu : à 6 heures ce mercredi matin, le bruit du chantier l'a réveillé. Et c'est ainsi chaque jour, racontent les autres enfants autour de lui tout en jouant avec leurs figurines de super-héros.

A lire aussi

[Coupes budgétaires, grève du Samu social, perturbation du 115 : "On dénonce la politique de l'État et les nombreux retours à la rue", s'indigne Utopia 56](#)

Les familles de Brijino, Tidiane, Mohamed et les autres participent depuis plusieurs jours à l'action d'occupation menée par l'association Utopia 56 et les grévistes du Samu contre les remises à la rue et le manque de places d'hébergement d'urgence. La majorité sont originaires d'Afrique de l'Ouest et ne possèdent pas de papiers.

Le 10 juin, la direction du Samusocial de Paris a annoncé le retour à la rue des personnes qui avaient été prises en charge dans le cadre du Plan grand froid, tout en supprimant des nuitées face aux restrictions budgétaires préfectorales.

Faire face à la chaleur le jour, au froid la nuit

Lors de l'hiver, avec des températures nocturnes en dessous de zéro, le Samusocial a en effet dépassé son budget prévu, avec 350 nuitées supplémentaires. Aujourd'hui, dans le contexte de l'arrivée d'un nouveau préfet de région, celui-ci a exigé le rattrapage de ce dépassement budgétaire en plus de la clôture du Plan grand froid. "Il a donc fallu enlever les 861 nuitées débloquées comme prévu par le Plan grand froid, plus les 350 supplémentaires : soit plus de 1 200 nuitées supprimées" explique Nathan Lequeux, coordinateur de l'antenne parisienne d'Utopia 56.



Une poussette trône à côté des couvertures servant d'espace de repos aux familles occupant le parvis du Samusocial. 22 juillet 2026, Paris. Crédit : InfoMigrants

Le jour, quand la chaleur tape comme ce mercredi sous ce soleil de midi, ces enfants rêvent de piscine ou de patinoire. Ou "au moins d'une glace", glisse Mohamed, d'une moue exagérément suppliante. Derrière eux, une femme allongée caresse la tête de l'un de ses trois enfants, blottis contre elle sur des couvertures, à l'ombre d'un camion. De l'autre côté de ce camion, une femme isolée, debout dans le silence, colle son front contre la carrosserie, les yeux fermés.

La nuit, la chaleur disparaît mais "le froid et le vent" deviennent le défi, racontent Kone Kariatou, 28 ans, et Massandje Dosso, 23 ans. Ces deux jeunes femmes vêtues d'un polo jaune pour l'une, d'une polaire rouge pour l'autre, sont assises aux côtés de leurs bébés. Isaac et Mohamed sont âgés de seulement trois mois. "Nous on peut supporter ça, mais les enfants, non. Souvent ils pleurent la nuit, ils ne peuvent pas dormir. On les emballe comme on peut dans les draps".

Cela fait une semaine qu'elles sont là. Ces deux Ivoiriennes se sont liées d'amitié en se rencontrant sur cette action d'occupation. "Hier et avant-hier, tout cela est tombé à cause du vent", racontent-elles, désignant les barnums montés par les ONG. Les barres d'acier qui les maintiennent ont, depuis, été attachées entre elles, par précaution. "Mon bébé était en-dessous quand c'est tombé... J'ai eu très peur, j'ai crié : Mon enfant, mon enfant !", relate Kone Kariatou, en se moquant d'elle-même, maintenant qu'elle est soulagée que rien de grave ne soit arrivé.

Aux 3 mois de l'enfant, retour à la rue

Kone Kariatou est arrivée en France en janvier, depuis la Côte d'Ivoire. Son point de chute a d'abord été une permanence de Médecins du Monde. Elle a été prise en charge à l'hôpital pour ses deux derniers mois de grossesse, où elle est restée jusqu'à son accouchement. Puis, il a fallu partir. Le 115 lui a trouvé une place en hôtel social, mais seulement jusqu'aux trois mois d'Isaac.

Après ces trois mois : un simple texto, pour dire que c'est fini. "Tu ne vas pas te bagarrer avec les gens de l'hôtel, même si certains leur disent : 'C'est impossible que je retourne dehors, j'ai des enfants'. Ça ne sert à rien", soupire Kone Kariatou. "Le jour où je suis sortie, on n'avait pas d'eau, pas à manger, rien. Mon fils a pleuré toute la journée. Je suis allée de Juvisy (dans l'Essonne) à Paris pour trouver un accueil de jour".



Kone Kariatou, 28 ans, et Dosso Massandje, 23 ans, Ivoiriennes, avec un bénévole d'Utopia 56, à Paris, le 22 juillet 2026. Crédit : InfoMigrants

Massandje Dosso a connu l'exacte même situation : passés les trois mois de Mohamed, tout le monde dehors. Cela fait trois ans qu'elle est en France. "Jusqu'aux sept mois de grossesse, on ne m'a pas prise. Aux sept mois de grossesse, le Samu m'a donné une semaine, puis une semaine, puis une semaine, chaque fois en changeant d'hôtel. C'est très difficile", en étant dans son dernier trimestre de grossesse. Trois mois après l'accouchement, il n'y a eu "ni message ni rien", juste une fin de prise en charge et un 115 qui ne répond plus au téléphone.

Ce critère des trois mois de l'enfant, "cela fait un moment qu'il est en place. Il s'agit du critère de priorité 1, qui vaut pour l'Ile-de-France. Il y a trois ans encore, on arrivait à trouver des solutions d'hébergement pour des personnes en priorité 2 [le cercle 2 contient d'autres critères considérés comme moins urgents, ndlr], mais aujourd'hui, plus personne en dehors du critère 1 n'y accède", retrace Nathan Lequeux, le coordinateur d'Utopia 56 Paris. Pour rappel, l'hébergement inconditionnel est pourtant un droit fondamental en France, inscrit à l'article L. 345-2-2 du [Code de l'action sociale et des familles](#).

A lire aussi

[*"On a peur d'être maltraitants" : en Seine-Saint-Denis, l'impuissance des travailleurs du 115 face à la détresse de la rue*](#)

Les critères de priorité 1 ont même été durcis récemment. Y sont incluses les femmes enceintes au-dessus de sept mois, comme l'a connu Dosso Massandje, contre six auparavant. Plusieurs pathologies sont également écartées. Concernant les violences faites aux femmes, seules demeurent les violences conjugales, et non plus les violences sexuelles subies dans la rue par exemple. Or, ces dernières sont une menace quotidienne, comme le rapporte Kone Kariatou : "Une jeune fille, qui était ici avec nous, nous a raconté qu'on a voulu la violer. Elle et sa sœur. C'est grave. Ça peut rester dans sa tête toute sa vie."

"Vous êtes vulnérable, on vous détruit encore plus"

"À force de souffrir, on ne devient plus normal", soupire Mesieur, 33 ans, à fleur de peau. Le visage doux et les cils très longs de cette jeune femme sont surmontés d'un bandeau rose pâle dans les cheveux. Ses yeux brillants disent bien plus que ses mots, sur ce qu'est la vie à la rue. "Quand vous êtes vulnérables, on vous détruit encore plus".



Mesieur, 33 ans, Togolaise, participe depuis le 18 juillet à l'occupation sur le parvis du Samusocial. Crédit : InfoMigrants

Depuis qu'elle est arrivée sur l'action d'occupation le 18 juillet, cette Togolaise aide les uns et les autres comme elle peut. Elle distribue, ce mercredi matin, un rafraîchissant jus de grenade aux enfants qui défilent, lui accrochant au passage la jambe dans de grands câlins.

"Je ne savais pas que c'était possible de vivre comme ça. De venir dans un pays, en France, et d'attendre des heures au téléphone. Ou d'attendre des heures aux urgences de l'hôpital. Qu'est-ce que ça veut encore dire, l'urgence ?"

246 personnes, dont 107 enfants

Selon les dernières statistiques reçues par Utopia 56, seuls 8% des appels au Samusocial reçoivent une réponse. Et quand un écoutant du 115 décroche enfin, "les trois quart des appels ne débouchent pas sur une place", poursuit Nathan Lequeux. "Nous sommes obligés de refuser des personnes très prioritaires, comme des femmes enceintes, parce que les places sont occupées depuis janvier par d'autres personnes. L'État nous a demandé de réétudier ces situations", a expliqué Vanessa Benoît, directrice du Samusocial de Paris, fin juin à l'AFP.

La préfecture a réalisé un premier diagnostic social ce mercredi matin, par l'intermédiaire de travailleurs de l'association France Terre d'Asile. Ces derniers ont décompté 246 personnes, dont 107 enfants. La plupart sont très jeunes, avec une dizaine de nourrissons. Les arrivées se sont faites au fur et à mesure.

"Ce sont les liens entre nous qui font la force. Cela nous aide", assure Barry, assis à l'ombre avec sa femme et leur enfant. Le petit, allongé sur le dos, la joue droite contre les épaisses couvertures, dort à poings fermés à côté de lui, dans un joli chandail bleu. Machinalement, sa mère lui dépose un drap sur le ventre. Elle range un sac plastique contenant des boîtes de doliprane et des médicaments pour son bébé. "On a besoin d'un logement pour protéger notre enfant. Cela fait un mois que ça dure. Il n'a que quatre mois, il ne peut pas se protéger comme nous", s'attriste Barry.



Des dessins d'enfants affichés dans le campement sur le parvis du Samusocial, à Paris, le 22 juillet 2026. Crédit : InfoMigrants

Barry et sa femme ont quitté la Guinée-Conakry il y a longtemps : six ans maintenant. Pourtant, depuis tout ce temps en France, ils n'ont pas réussi à régulariser leur situation. Leur demande d'asile a été refusée. Les recours ont été épuisés.

"Les délais de régularisation sont tellement longs que cela enferme des gens dans l'hébergement"

"Les délais de régularisation sont tellement longs que cela enferme des gens dans l'hébergement", déplore Jordan Bernard, secrétaire général de la CGT du Samusocial. Cet homme aux cheveux attachés en chignon, les traits fatigués mais la voix tranquille, est l'un des porte-paroles de la grève qui dure depuis deux mois maintenant.

Derrière lui, un garçon déroule une longue banderole sur laquelle les enfants ont colorié des arbres, des loups, des fleurs. "Les durées d'hébergement sont de plus en plus longues, ce qui crée moins de fluidité. On a aussi des personnes âgées, isolées avec des pathologies chroniques, bloquées dans nos structures de soin. Alors qu'elles pourraient accéder à des Ehpad si elles étaient en situation régulière !", dénonce le gréviste du Samusocial.

A lire aussi

[Dans le nord-est de Paris, plus de 800 migrants vivent dans le dernier campement "historique" toléré par les autorités](#)

La mobilisation des familles exilées fait évoluer leurs revendications auprès de leur direction et de la préfecture de région. "Construire plus d'hébergements c'est une première réponse d'urgence, mais il faut une réflexion de fond pour que les personnes ne restent pas dans la précarité ad vitam aeternam. De plus en plus de familles vivent des années dans les hôtels sociaux : en majorité, ce sont des personnes coincées dans des démarches de régularisation du séjour".

"Peut-être qu'on pourrait dormir dans les bureaux, là-haut ?"

L'occupation sur le parvis du Samu avec Utopia 56 et ces familles exilées "a relancé la dynamique" de leur grève, affirme-t-il, cigarette à la main. Si on compte seulement "15 à 30

collègues" du Samu qui tiennent comme lui depuis deux mois, certaines journées de soutien ramènent plus de monde et surtout, depuis une semaine, "la majorité des collègues soutiennent ce qu'ils se passent ici sur le parvis. Des médecins du Samu ont rejoint la grève, ainsi que le pôle Habitat", assure-t-il. Lui-même raconte que "les discussions avec les familles" de ces derniers jours lui "redonnent de l'énergie".

"On a crié, on a écrit sur des banderoles", raconte le jeune Brijino, tout sourire, qui a participé à des manifestations avec tous ces adultes. Pour se protéger de la chaleur, du bruit du chantier, du froid la nuit, "peut-être qu'on pourrait dormir dans les bureaux là-haut, c'est pas grave ?", interroge son copain Mohamed, le regard tourné vers le bloc vitré sur plusieurs étages. Selon l'Insee, [un logement sur cinq](#) est inoccupé à Paris (soit près de 260 000 logements).

Quand on explique à Mohamed que ce bâtiment-là est en revanche occupé par le siège du Samusocial, il sait très bien de quoi il s'agit. Il sait ce qu'est le 115, ces gens que sa maman "appelle pendant deux heures, tous les matins, quand on se réveille à 6 heures". Puis elle recommence. En vain. "Moi, je vais monter dans l'ascenseur", proclame Brijino, l'air songeur. "Pour leur demander".

**Le prénom a été modifié.*